

Publications du Groupe Auguste Comte. — I

---

GEORGES DEHERME

A l'Élite des Français.

LA  
**FRANCE MILITANTE**

*Pour l'Ordre*  
— condition de toute paix —  
qui est la base ;

*Pour le Progrès, la civilisation morale*  
— condition de l'union des peuples —  
qui est le but.

---

Prix : 0 fr. 75

---

PARIS  
6, Boulevard de la Madeleine (IX<sup>e</sup>)



Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit.

En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

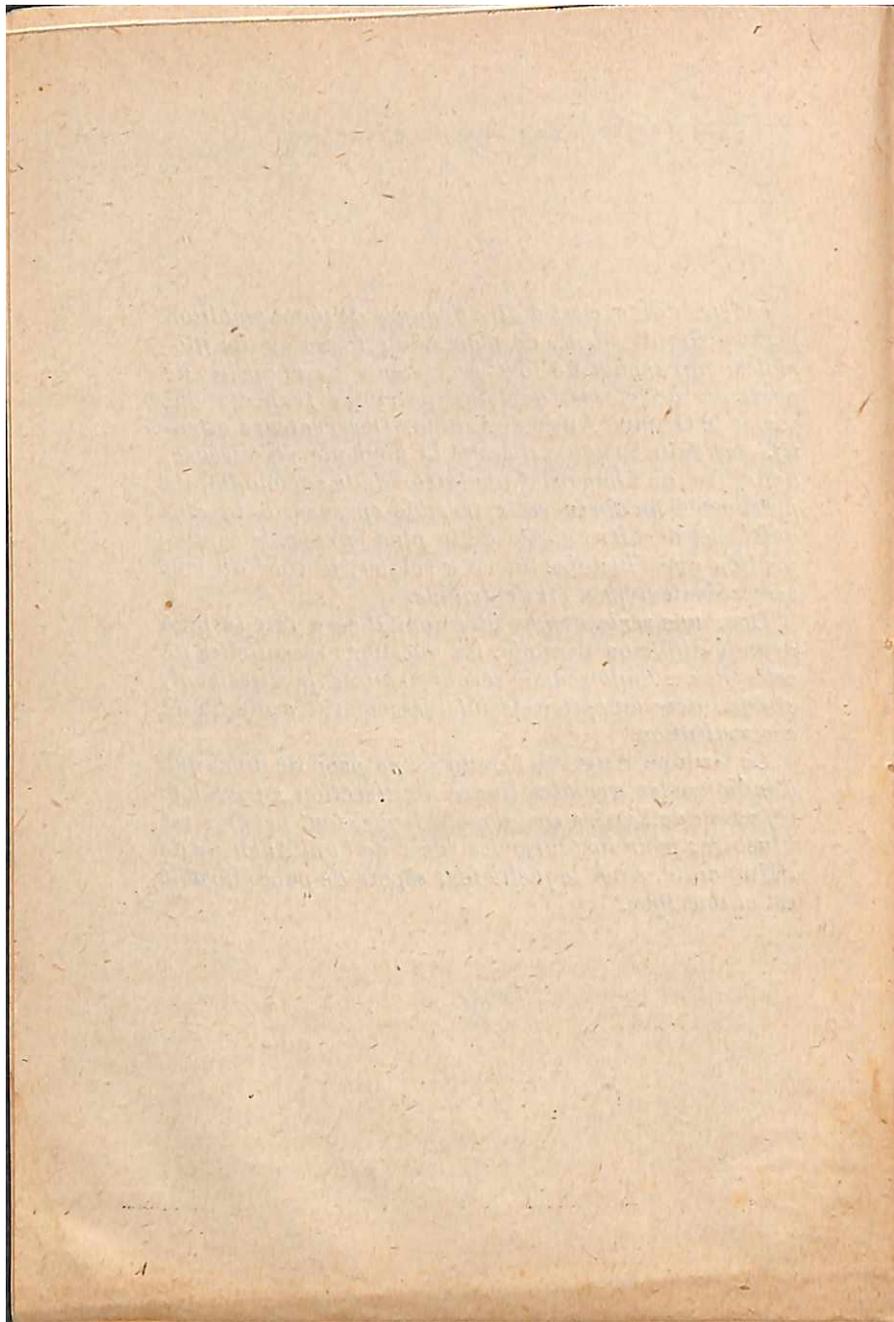
Parce qu'il se propose la régénération des opinions et des mœurs, le *Groupe Auguste Comte* ne connaît donc pas les « droits d'auteur », non plus qu'aucun autre « droit », hormis celui de faire son devoir. En conséquence, il autorise sans condition, il sollicite même la reproduction de tout ce qu'il publiera.



*Indépendants, c'est-à-dire dégagés de toute ambition personnelle d'argent, de places, de titres ou de gloires, affranchis de tout sectarisme de chapelle, de parti ou de classe, quelques patriotes français ont formé le Groupe Auguste Comte. Observateurs attentifs des faits sociaux, d'après la méthode rigoureuse, définitive, de l'immortel fondateur de la sociologie, ils présument qu'après cette terrible épreuve, à la cinquième et dernière année de la plus effroyable conflagration que l'histoire ait eu à relater, la voix du bon sens salvateur peut être entendue.*

*Dans une série d'opuscules dont il sera fait la plus grande diffusion possible, les questions essentielles de cette heure angoissante seront traitées positivement, et donc avec un entier désintéressement, à seule fin de reconstitution.*

*Le Groupe Auguste Comte ne se propose ainsi que d'indiquer les grandes lignes de direction : pour une réfection de l'ordre social, sans lequel tout progrès est illusoire ; pour instaurer les bases de l'unité morale de l'Humanité, sans laquelle tout espoir de paix durable est chimérique.*



## LA FRANCE MILITANTE

---

### I. — La guerre et la civilisation.

Personne n'a voulu cette entretuerie, ces dévastations sauvages. On n'a jamais voulu la guerre pour la guerre. Toujours les hommes ont aspiré à la paix. Et cette fois encore, c'est pour l'obtenir qu'ils combattent. Antinomie tragique !

La paix ne se peut fonder que sur le réel. Or la force militaire est positive, elle a exigé un concours, une discipline, des sacrifices, tout ce qui anime un peuple et l'ordonne (1). Le « Droit » qu'on prétend lui opposer n'est qu'une nuée métaphysique. Il ne peut aboutir qu'à la simple abdication de niaiserie ou de lâcheté qui provoque les convoitises. Quant aux droits plus précis qui se revendiquent par des phrases, ils se heurtent à d'autres droits. Ce n'est pas un tribunal, plus faible que chacune des parties, qui les peut concilier, être l'arbitre suprême ; mais encore et toujours l'*ultima ratio* des armes.

---

(1) Un intellectuel anglais, « tombé au champ d'honneur sur la Somme, le 12 octobre 1916, à l'âge de trente-deux ans », Donald Hankey, en a témoigné dans ses lettres : « Je me suis engagé pour mettre à l'épreuve ma foi en la fraternité, et elle se consolide de jour en jour. Je haïssais le militarisme sous toutes ses formes... Aujourd'hui, eh bien, je suis enclin à revenir sur ce jugement. En voyant le but où tendait toute discipline militaire, j'ai compris sa signification spirituelle... J'ai été témoin d'un triomphe, d'un triomphe des forces spirituelles ». (traduit par Henry-D. Davray. — *Mercure de France*).

La guerre a fait la nation, cette première institution de paix. Spontanément synthétique, elle solidarise. L'activité économique, au contraire, est naturellement dispersive, antagonique. Ne voit-on pas qu'elle divise ce que la guerre avait uni? L'antique conflit des pauvres et des riches reparait dans la lutte de classe de nos socialistes, l'âpre compétition des partis, notre dur individualisme. C'est la dissolution de l'État que la guerre avait édifié. Licencier la gendarmerie et l'armée ne serait pas supprimer le crime et la guerre, mais les généraliser et les éterniser.

Le cataclysme auquel nous assistons n'est qu'une réaction organique. Son ampleur, sa virulence et sa durée marquent combien nous avons laissé s'effriter la civilisation morale.

Notre égocentrisme et les superstitions matérialistes qui en dérivent, l'exclusif progrès technique exacerbant les concupiscences, la fausse conception de la vie qu'achevait de nous inculquer l'instruction universitaire pour les examens, tout ce désordre devait aboutir à cette pandestruction suicide.

Ce qui est devait être. La nature sociale ne se rend pas à nos caprices non plus qu'à nos discours. Il nous faut obéir ou périr. Aucun mot prestigieux ne fait fléchir les lois infrangibles qui régissent notre destin.

Faut-il désespérer? — Non pas. Il faut seulement reconnaître et réaliser les conditions de l'ordre. Certes, elles vont à l'encontre de nos habitudes et de nos préjugés, elles exigent une révision sévère de nos opinions, de nos mœurs, de nos mobiles, de nos valeurs sociales.

Nous devons y tâcher.

L'intervention des États-Unis est un événement capital.

Sans doute, auparavant, il y avait déjà, dans la coalition impressionnante de l'Entente, un lien plus solide que celui des seuls intérêts politiques, écono-

miques et des passions ethniques. Nonobstant, des livres aussi ignominieusement bêtes que *le Feu* et des feuilles de crapuleuse démagogie pouvaient ne pas soulever le dégoût public. Nous risquions de ne pas comprendre.

La possibilité d'une reviviscence de la civilisation morale n'est bien apparue qu'avec la magnifique coopération de l'Amérique. L'Humanité ne s'était pas affirmée aussi nettement depuis les Croisades.

Pour qui ne compte pas seulement que les objets, avec des chiffres, c'est un fait d'une portée incalculable. Un grand peuple, en pleine prospérité et dont l'existence n'est pas menacée, entre dans la lice ensanglantée pour un idéal humain. Et ainsi, il donne sa sublime signification à cette mêlée atroce, à toute guerre.

Tout ce qui demeure tout ce qui vaut, se crée dans la douleur. Non ! vous n'avez pas versé votre sang, vous n'avez pas souffert, vous n'avez pas pleuré en vain, ô héros, soldats inoubliables, veuves, mères orphelins!...

Aucun sacrifice n'est vain. Aucune épopée n'est ridicule. Aucun calvaire n'est stérile. La vraie civilisation n'est faite que de dévouement, — non de notre quinquillerie, de nos fanfreluches, de nos misérables arguties, de nos basses jouissances, de nos veuleries.

Et pour que tout fût clair, il a fallu que la Russie en témoignât par l'épouvantable chaos où l'ont plongée des scélérats et de niais fanatiques.

Les États-Unis, qui étaient surtout un colossal syndicat d'intérêts, y gagneront de devenir une patrie. Ce ne sont plus seulement les dollars illusoires qui agrégeront ses habitants, ce seront ces indéfectibles réalités : une tradition, un esprit.

Mais cet idéal que proclament par un bel élan nos frères d'outre-mer reste nébuleux, et le plus pur sen-

Au contraire. De même, acclamer la Société des nations n'est point l'instaurer.

Il y faut, d'abord, la condition fondamentale de toute société : un gouvernement. Et d'autant plus que l'association est plus vaste, — la sociabilité spontanée perdant toujours en énergie ce qu'elle gagne en expansion.

Nos pacifistes, qui sont loin d'être des pacificateurs, n'ont pas cherché à étonner le ciel.

Se déclarant démocrates, ils ont tout simplement transposé à l'international notre système électif et parlementaire. Ce qui est déjà la guerre civile en permanence, ils le proposent pour établir la paix mondiale !

Ils ne se sont pas dit que, si c'était si facile, nos pères ne les eussent pas attendus.

Ils n'ont même pas vu que ce système de confusion dont, pour la sauvegarder, il faudra bien délivrer la France est inapplicable à une association plus étendue. Notons-en les principaux points d'achopement.

En vertu du principe, révolutionnaire mais erroné, des nationalités, auquel sont imputables tant de perturbations et de massacres, il est convenu que les peuples auront « la libre disposition d'eux-mêmes ». Mais la reconnaissance de cette souveraineté est incompatible avec la constitution qu'on médite. Puisqu'il y a société des nations, il y a nécessairement subordination des parties que sont alors les nations à l'ensemble qu'est la société. Et puisque c'est à la majorité que les décisions seront prises, les grandes nations, en fait, subjugueraient les petites (1). S'il était

(1) A moins que ce ne soit le contraire, si l'on compte par État : l'Empire britannique pour un, la République de Saint-Marin pour un, et le gâchis slave — pour ne pas parler du chaos asiatique — pour mille et plus. Le résultat serait pire.

timent risque de s'égarer quand la raison positive ne le règle pas.

Pour les Français surtout, qui saisissent plus volontiers la logique des phrases que l'enchaînement des faits, le danger est de confondre le principe organique avec la chimère fallacieuse, l'idée austère et féconde avec l'utopie séduisante et nocive. La déconsidération de toute théorie auprès des praticiens sérieux — encore que de mentalité un peu courte — est le moindre des inconvénients qui en résultent.

Le mal qu'accomplit la mauvaise volonté serait négligeable s'il ne recevait la vigoureuse propulsion, s'il n'était décuplé par celui qu'engendrent inconsciemment l'ignorance et l'erreur.

## II. — La dangereuse confusion.

La « Société des nations » dont on jase inconsidérément est une formule de légistes. Ne jouons pas là-dessus notre existence nationale et les promesses de l'Humanité.

Des publicistes et des discoureurs, aussi incontinents qu'incompétents, se figurent qu'ils éduquent ou bâtissent quand ils ont suscité de vagues aspirations. Malheureusement, ou plutôt heureusement, les vœux ou les votes — même unanimes — ne sauraient faire dévier le cours naturels des événements, ni modifier les relations invariables des phénomènes sociaux et leur filiation inéluctable. Les peuples qui n'ont pas d'autres guides que leurs caprices inconsidérés vont aux abîmes. Voilà, premièrement, ce que nous apprend la sociologie, science des limites de la volonté humaine.

L'effroi, l'exécration de la guerre ne l'abolissent pas.

Au contraire. De même, acclamer la Société des nations n'est point l'instaurer.

Il y faut, d'abord, la condition fondamentale de toute société : un gouvernement. Et d'autant plus que l'association est plus vaste, — la sociabilité spontanée perdant toujours en énergie ce qu'elle gagne en expansion.

Nos pacifistes, qui sont loin d'être des pacificateurs, n'ont pas cherché à étonner le ciel.

Se déclarant démocrates, ils ont tout simplement transposé à l'international notre système électif et parlementaire. Ce qui est déjà la guerre civile en permanence, ils le proposent pour établir la paix mondiale !

Ils ne se sont pas dit que, si c'était si facile, nos pères ne les eussent pas attendus.

Ils n'ont même pas vu que ce système de confusion dont, pour la sauvegarder, il faudra bien délivrer la France est inapplicable à une association plus étendue. Notons-en les principaux points d'achopement.

En vertu du principe, révolutionnaire mais erroné, des nationalités, auquel sont imputables tant de perturbations et de massacres, il est convenu que les peuples auront « la libre disposition d'eux-mêmes ». Mais la reconnaissance de cette souveraineté est incompatible avec la constitution qu'on médite. Puisqu'il y a société des nations, il y a nécessairement subordination des parties que sont alors les nations à l'ensemble qu'est la société. Et puisque c'est à la majorité que les décisions seront prises, les grandes nations, en fait, subjugueraient les petites (1). S'il était

(1) A moins que ce ne soit le contraire, si l'on compte par État : l'Empire britannique pour un, la République de Saint-Marin pour un, et le gâchis slave — pour ne pas parler du chaos asiatique — pour mille et plus. Le résultat serait pire.

timent risque de s'égarer quand la raison positive ne le règle pas.

Pour les Français surtout, qui saisissent plus volontiers la logique des phrases que l'enchaînement des faits, le danger est de confondre le principe organique avec la chimère fallacieuse, l'idée austère et féconde avec l'utopie séduisante et nocive. La déconsidération de toute théorie auprès des praticiens sérieux — encore que de mentalité un peu courte — est le moindre des inconvénients qui en résultent.

Le mal qu'accomplit la mauvaise volonté serait négligeable s'il ne recevait la vigoureuse propulsion, s'il n'était décuplé par celui qu'engendrent inconsciemment l'ignorance et l'erreur.

## II. — La dangereuse confusion.

La « Société des nations » dont on jase inconsidérément est une formule de légistes. Ne jouons pas là-dessus notre existence nationale et les promesses de l'Humanité.

Des publicistes et des discoureurs, aussi incontinents qu'incompétents, se figurent qu'ils éduquent ou bâtissent quand ils ont suscité de vagues aspirations. Malheureusement, ou plutôt heureusement, les vœux ou les votes — même unanimes — ne sauraient faire dévier le cours naturels des événements, ni modifier les relations invariables des phénomènes sociaux et leur filiation inéluctable. Les peuples qui n'ont pas d'autres guides que leurs caprices inconsidérés vont aux abîmes. Voilà, premièrement, ce que nous apprend la sociologie, science des limites de la volonté humaine.

L'effroi, l'exécration de la guerre ne l'abolissent pas.

longés, moins ils peuvent être régis par un dispositif légal rigide. Au reste, tout mécanisme s'use et se détraque. Une nation est un être collectif continu. Elle ne saurait se fier à des conventions sans garanties, aux arrangements temporaires, à ce qui peut faillir.

### III — Vers la pacification.

Les faux principes absolus sont toujours pernicious.

Les expédients de la diplomatie — sottement dénigrés aujourd'hui — ont été souvent utiles. A tout le moins, les combinaisons des chancelleries sont amendables suivant les circonstances. Elles nous ont valu l'équilibre européen — bien instable — des traités de 1815, l'entente européenne — bien fragile — de 1856. Elles font les alliances politiques, les conventions économiques qui rétablissent un instant la balance des forces. Elles sont un moyen efficace de développement pour un peuple. Mais, somme toute, elles ont provoqué presque autant de conflits qu'elles en ont apaisé.

La domination brutale même est impuissante. L'ambition de l'Allemagne n'était pas que monstrueuse : elle était insensée. L'histoire l'atteste. La paix romaine — précaire — n'est qu'une succession d'armistices plus ou moins prolongés. Piteusement, toutes les visées à l'empire de la terre ont échoué. Et le Kaiser n'est pas César.

Accepterons-nous donc que se perpétue l'affreuse boucherie ? — Non pas. Ce serait un suicide. Les moyens de détruire et de tuer sont devenus trop puissants.

possible, ce jacobinisme ferait peser sur le monde une tyrannie qui ferait regretter la prépotence du glaive.

L'Humanité vit et s'épanouit par la vie des États, réagissant les uns sur les autres dans la plénitude de leur souveraineté. Annuler leur autonomie, ce n'est pas trancher la question, c'est l'é luder, — comme le collectivisme, par exemple, résout la question sociale en détruisant toute société.

Même en pleine tourmente, la seule Entente, n'ayant en vue que la seule victoire, n'est parvenue que sous la menace suprême et par la dictature militaire à se mettre à peu près d'accord sur les modalités pratiques d'une action commune aussi restreinte.

Étendre aux relations internationales la logomachie et la légifération parlementaires, ce serait répandre la faiblesse, l'incohérence et l'instabilité qui lui sont inhérentes. Faire dépendre la civilisation des suggestions du Nombre, — insaisissable, discontinu, disparate, irresponsable, ignorant, — ce serait provoquer une régression à laquelle aucun État policé ne consentirait.

Le plus nombreux n'est jamais le meilleur. Le progrès est toujours le fait d'une élite d'individus ou de race.

Si l'on adoptait le procédé majoritaire pour le règlement des différends internationaux, ce seraient les Noirs et les Jaunes qui l'emporteraient.

Sans doute, on ne s'y résoudrait pas. Nous savons comment se manœuvre le suffrage des masses. La cautele, la corruption et, enfin, l'artillerie interviendraient. Au mieux, ce serait faire passer l'anarchie générale de l'état aigu à l'état chronique.

Révoquant l'indépendance des peuples, ce Parlement international n'en assurerait nullement le concours dans un équilibre stable.

C'est que plus les rapports sont complexes et pro-

accord de cœurs et de cerveaux, les textes ne sauraient lier.

Ne groupant que des intérêts circonscrits, avec son ferme gouvernement politique et économique, la *Mitteleuropa* des empires centraux est une éventualité qui ne laisse pas d'être inquiétante pour nous. La Société des nations est un mirage périlleux si nous prétendons la constituer par des conventions écrites, sous l'égide d'une Diète internationale, inapte et impuissante.

Le papier ni les paroles ne gardent. Une force ne se règle que par une force supérieure. Il n'y a d'union que par compression ou communion.

Mais si, à la rigueur, l'Allemagne, encore barbare, peut s'accommoder d'un ordre matériel, d'un automatisme inhumain, il n'en va pas de même pour une association de peuples, qui serait plus qu'une alliance politique et économique, et pour laquelle la continuité importe plus que la solidarité. Un tel agrégat ne peut être cimenté que par la sympathie et le dévouement.

Organiser la sympathie et le dévouement est affaire du pouvoir spirituel qui, doué de pérennité, étant théorique, général et universel, en ralliant, conseillant et réglant, sauvegarde la continuité et modifie les volontés. Le pouvoir temporel, temporaire, spécial et local, en réprimant et comprimant l'égoïsme divergent, ne peut jamais que commander aux actes pour obtenir une suffisante solidarité.

C'est la confusion des deux pouvoirs qui, à l'origine, fausse toutes nos conceptions et rend si incohérente notre activité.

Le problème de la paix est d'ordre spirituel. C'est donc en méconnaître les données primordiales que de chercher la solution dans des arrangements temporels, plus ou moins ingénieux.

Il faut en terminer.

Comment ? Pas comme la Russie, en tout cas. Il n'est pas de chocs d'armées qui ne soient moins meurtriers, moins horribles que les émeutes et les jacqueries

La paix comprend la guerre. Elle n'en est pas la négation, elle en est le couronnement. Il faut être au-dessus de la guerre et non au-dessous.

Jusqu'à ce que soit achevée l'unification morale de l'Humanité, la violence seule pourra défaire la violence.

Les Alliés auront donc à prendre leurs sûretés dans la proportion que les armes fixeront. Plus les garanties seront amples et solides, moins nous aurons à craindre d'autres agressions et, conséquemment, plus et mieux nous pourrons travailler au grand œuvre de l'harmonie universelle.

Seuls, des héros qui ont vaincu peuvent prendre l'initiative de la pacification.

#### IV. — Ce que peut être la Société des nations.

C'est que la paix durable n'est pas de contrat, de contrainte, ni d'aspirations nuageuses; mais d'ordre organisé.

Société des nations ? — Soit. Mais sachons ce que cela comporte. Une formule n'est pas une solution; des intentions, une réalisation.

Il n'est pas de société sans un propulseur et des rouages, sans un organe concentrateur, régulateur, directeur : sans un moteur ou sans une tête. Quand ils n'expriment point une cohésion d'intérêts ou un

## V. — Par l'union.

La Société des nations exige un gouvernement spirituel. Jusqu'à ce qu'il soit institué, les litiges internationaux ne se pourront vider que par l'astuce diplomatique ou la force militaire. Toute tentative est vaine d'y substituer des conventions juridiques quelconques.

Toute procédure multiplie les chicanes et prolonge les procès.

En suscitant des occasions de conflits, le pacifisme juridique stupéfié, affaiblit les nations qui, plus riches, parvenues à une civilisation plus raffinée, moins prolifiques, sont des proies tentantes. La naïve formule, trop répandue, de « la paix par le droit » signifie exactement l'invasion facile. Et vraiment, la France est trop souvent envahie depuis qu'elle a tant de pacifistes.

Ne faisons pas grief à ceux-ci de vouloir la paix; mais, plutôt, d'en méconnaître les conditions fondamentales et de faire de la Société des nations un nouveau stratagème de guerre, et des plus perfides.

C'est en Allemagne — simple remarque — qu'on a toujours disserté du Droit des gens avec le plus d'entrain. Et nul doute que, le moment venu, on n'y soit prêt à jouer la dernière carte de la Société des nations, congrûment biseauté.

Mais n'y a-t-il pas interrègne spirituel ?

Quelque respectueuse admiration que nous professions pour l'Église, il nous faut bien reconnaître que, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, sa puissance ne s'est pas développée en proportion des progrès matériels.

Même au moyen âge, elle a réalisé la chrétienté, non la catholicité qu'elle se proposait. Aujourd'hui,

La Société des nations sera une spiritualité ou ne sera pas.

Dans notre resplendissant moyen âge, ce fut la Chrétienté, pour laquelle — dès l'an 1000 — Gerbert, devenu le pape Sylvestre II, rédige un statut politique. Il impose le respect de la Trêve-Dieu et, le premier, prêche la Croisade. Le génial Grégoire VII, dans le même but, élève la puissance spirituelle au pinacle.

De nombreux conciles en discutent utilement. Enfin, le moine allemand Albert le Grand, prône une fédération des princes sous le nom de « République chrétienne unie ».

C'est le plus sérieux, le plus persévérant, le plus positif effort de pacification qui ait été entrepris. C'est aussi celui qui a obtenu les meilleurs résultats. Que de disputes, que de compétitions apaisées alors ! Au xv<sup>e</sup> siècle, il suffira encore d'une bulle d'Alexandre Borgia pour départager les « droits » coloniaux de l'Espagne et du Portugal. En tout cas, les convoitises et la férocité des guerriers sont contenues, réglées. La chevalerie ennoblit l'implacable nécessité de l'homicide. Il y a les trêves, il y a la paix de Dieu.

Au contraire, les projets tout temporels ou intellectuels d'un Henri IV, d'un Leibniz, d'un Kant, les divagations sentimentales d'un abbé de Saint-Pierre, des congrès humanitaires, les élucubrations de la démagogie n'ont jamais eu d'autre effet que de livrer à l'invasion les pays où l'utopie avait gagné trop d'adeptes étourdis.

tour le positivisme, en instituant la sociologie, synthèse de toutes les connaissances, comme dogme; la sociolâtrie, formation de la sympathie générale, comme culte; et la sociocratie, résumant toute économique et toute politique, comme régime. Cette doctrine s'élève de la philosophie, c'est-à-dire l'accord extérieur de l'intelligence avec le monde, jusqu'à la religion, c'est-à-dire l'accord du monde éternel avec notre cœur éphémère. Il n'est pas de synthèse plus complète.

L'unité positive est dans la sympathie d'abord.

Elle est ensuite dans la méthode qui synthétise.

Elle est enfin dans une synergie suffisamment spontanée pour que soit réduite de plus en plus l'obligation d'un recours au canon. Si l'État est déjà un organisme, l'Humanité est un hyperorganisme.

L'esprit n'a de consistance, le cœur de constance et l'action de convergence que par la subordination habituelle de chacun à l'ensemble, non pas seulement solidaire, mais continu. L'Humanité positive se compose de tous les êtres convergents, passés, futurs et présents. Et les prédécesseurs ainsi que les successeurs ont plus d'action que nous. Nous devons vivre pour autrui. Soit : penser pour agir et agir par affection, d'après l'inspiration des morts et pour la postérité.

Ce haut idéalisme ne froisse aucune croyance. Il les comprend toutes, depuis l'ancestral fétichisme jusqu'au plus pur christianisme. Étant la suite normale de tout ce qui fut, il prépare tout ce qui sera, en incorporant, sans les dénaturer, tous les aspects des phases progressives de la positivité. Par là, il s'affirme vraiment universel, et son relativisme essentiel lui confère cet autre caractère de catholicité d'être éternel.

Ne rejetant rien du passé, respectueux de tout ce qui peut rallier, relier et régler, ne sacrifiant jamais

tout en restant la plus grande autorité morale qui subsiste, elle n'a pu enrayer l'anarchie ni, malgré les émouvantes adjurations des papes, en atténuer les conséquences dans la guerre actuelle.

Ce que l'Église n'a pu hier, le pourra-t-elle demain? Il se peut. Nous le souhaitons de tout cœur.

Ce n'est pas nous, positivistes, qui y mettrons obstacle. Au contraire, s'il est possible, nous y aiderons. D'abord, parce que la manie révolutionnaire de détruire avant d'avoir rien construit est aussi absurde que nocive; ensuite, parce que le catholicisme, qui a fait la France, est la religion originelle des Français et que nous considérons l'union nationale comme la première étape de l'alliance universelle.

Néanmoins, au moment décisif que nous vivons anxieusement, devant les décombres et les cadavres qui s'amoncellent, il n'est pas permis, prétextant un optimisme de lassitude et un espoir paresseux, de négliger aucune action, — pourvu qu'elle soit ordonnée et convergente, — ni aucune chance qui s'offre.

## VI. — Le positivisme unificateur.

Pour que puisse s'exercer, dans les principales occurrences de la vie sociale, une saine et efficace réaction de l'intelligence et du sentiment sur la brutalité, pour que soit intronisée la seule puissance pondératrice, médiatrice de pacification, il importe que, par la fiction ou la réalité, chaque individu soit unifié avec soi-même et avec tous, dans le temps et dans l'espace, par et pour la famille, la patrie et l'Humanité.

C'est le but que la chrétienté n'a pu complètement attendre jusqu'ici, c'est celui que poursuit à son

tour le positivisme, en instituant la sociologie, synthèse de toutes les connaissances, comme dogme; la sociolâtrie, formation de la sympathie générale, comme culte; et la sociocratie, résumant toute économique et toute politique, comme régime. Cette doctrine s'élève de la philosophie, c'est-à-dire l'accord extérieur de l'intelligence avec le monde, jusqu'à la religion, c'est-à-dire l'accord du monde éternel avec notre cœur éphémère. Il n'est pas de synthèse plus complète.

L'unité positive est dans la sympathie d'abord.

Elle est ensuite dans la méthode qui synthétise.

Elle est enfin dans une synergie suffisamment spontanée pour que soit réduite de plus en plus l'obligation d'un recours au canon. Si l'État est déjà un organisme, l'Humanité est un hyperorganisme.

L'esprit n'a de consistance, le cœur de constance et l'action de convergence que par la subordination habituelle de chacun à l'ensemble, non pas seulement solidaire, mais continu. L'Humanité positive se compose de tous les êtres convergents, passés, futurs et présents. Et les prédécesseurs ainsi que les successeurs ont plus d'action que nous. Nous devons vivre pour autrui. Soit : penser pour agir et agir par affection, d'après l'inspiration des morts et pour la postérité.

Ce haut idéalisme ne froisse aucune croyance. Il les comprend toutes, depuis l'ancestral fétichisme jusqu'au plus pur christianisme. Étant la suite normale de tout ce qui fut, il prépare tout ce qui sera, en incorporant, sans les dénaturer, tous les aspects des phases progressives de la positivité. Par là, il s'affirme vraiment universel, et son relativisme essentiel lui confère cet autre caractère de catholicité d'être éternel.

Ne rejetant rien du passé, respectueux de tout ce qui peut rallier, rélier et régler, ne sacrifiant jamais

tout en restant la plus grande autorité morale qui subsiste, elle n'a pu enrayer l'anarchie ni, malgré les émouvantes adjurations des papes, en atténuer les conséquences dans la guerre actuelle.

Ce que l'Église n'a pu hier, le pourra-t-elle demain? Il se peut. Nous le souhaitons de tout cœur.

Ce n'est pas nous, positivistes, qui y mettrons obstacle. Au contraire, s'il est possible, nous y aiderons. D'abord, parce que la manie révolutionnaire de détruire avant d'avoir rien construit est aussi absurde que nocive; ensuite, parce que le catholicisme, qui a fait la France, est la religion originelle des Français et que nous considérons l'union nationale comme la première étape de l'alliance universelle.

Néanmoins, au moment décisif que nous vivons anxieusement, devant les décombres et les cadavres qui s'amoncellent, il n'est pas permis, prétextant un optimisme de lassitude et un espoir paresseux, de négliger aucune action, — pourvu qu'elle soit ordonnée et convergente, — ni aucune chance qui s'offre.

## VI. — Le positivisme unificateur.

Pour que puisse s'exercer, dans les principales occurrences de la vie sociale, une saine et efficace réaction de l'intelligence et du sentiment sur la brutalité, pour que soit intronisée la seule puissance pondératrice, médiatrice de pacification, il importe que, par la fiction ou la réalité, chaque individu soit unifié avec soi-même et avec tous, dans le temps et dans l'espace, par et pour la famille, la patrie et l'Humanité.

C'est le but que la chrétienté n'a pu complètement attendre jusqu'ici, c'est celui que poursuit à son

## VII.—Égocentrisme, matérialisme, étatisme, bochisme, socialisme.

C'est notre malheur que les moyens matériels aient surabondé en étant déployés à l'excès, cependant que s'étiolaient toutes les forces morales qui freinaient et coordonnaient.

Ce déséquilibre est la principale cause de cette guerre anarchique. Le caractère de farouche vandalisme et d'extermination que celle-ci a eu dès l'abord décele assez l'origine.

Bonaparte disait : « A la guerre, tout est moral. » Maintenant, le rapport est interverti, et c'est le matériel qui est devenu au moral « comme trois est à un ». L'Allemagne massive en a tiré tous ses avantages.

Terminée bientôt, la guerre n'aura résolu aucun problème, puisque celui de l'ordre, qui les contient tous, n'est pas posé, ou l'est mal, — aucune de ses données essentielles ne paraissant aperçue des belligérants.

Les hostilités ne cesseront donc pas à l'armistice. Elles se transféreront sur le champ économique, elles se déplaceront; mais pour reprendre bientôt, çà et là, plus violentes que jamais. La guerre est divine en ce sens qu'elle ne se laisse point détourner de sa fin qui est l'ordre par notre ingéniosité diabolique à maintenir l'anarchie qui nous accomode provisoirement. L'aversion que nous ressentons pour ses cruels effets n'y pourra rien si nous maintenons les causes. Et si notre exécution allait jusqu'à la révolte, le désastre n'en serait qu'aggravé.

S'il est bien vrai que, nous, Français, nous n'avons fixé la date, ni décidé, ni préparé l'abominable

le but aux moyens, la réalité profonde et immuable de ce qui demeure aux aspects superficiels, fugaces de ce qui passe, la positivité contient tout l'avenir. Sur de son destin, parce qu'on ne s'écarte de sa ligne que pour s'égarer, s'avilir et s'anéantir, le positivisme, pour se propager et s'imposer, n'a aucune tendance au fanatisme persécuteur. Il s'interdit même tout prosélytisme intempestif.

Mais, s'il ne faut troubler aucune âme, s'il faut, au contraire, les reconforter toutes dans leur sens vital, nous avons à illuminer celles qu'un stupide matérialisme a obscurcies. Il convient de ne pas laisser dissociés, sans foi, sans direction morale, ceux que les dogmes théologiques ne satisfont plus.

D'autre part, il est évident que tous les éléments moraux — restant épars — sont trop faibles par eux-mêmes en face du formidable arsenal de l'égoïsme, de la violence et de l'anarchie. Il faut donc grouper et former la coalition tacite de tous ceux qui ont ou sont susceptibles d'avoir une spiritualité contre les barbares qui n'en ont pas. Et le positivisme seul peut être l'initiateur de ce ralliement.

La question n'est pas de savoir si nos préjugés, nos habitudes, nos vanités et notre sectarisme y trouveront leur compte ; mais si nous accepterons de laisser s'effondrer dans l'imbécillité de la rébellion, la fangè du stupre et les saturnales du meurtre notre civilisation occidentale et toutes ses virtualités.

Nier l'esprit, c'est appeler la contrainte, et la plus rude.

D'aucuns s'étonnèrent de voir partout la plupart des socialistes prendre le parti de l'Allemagne capitaliste, militariste et autocratique. Rien ne s'explique mieux. L'internationale socialiste n'est que l'extension absurde, tératologique de l'étatisme prussien, une sorte de pangermanisme qui s'ignore ou qui se masque.

Qu'y a-t-il au fond du socialisme actuel, à travers ses billevesées grandiloquentes, ses sordides manœuvres démagogiques, sinon l'amas des plus grossières superstitions matérialistes, c'est-à-dire la négation des grandes réalités vivantes et vivifiantes, l'affirmation des abjectes fictions de l'égolâtrie, la croyance aveugle, butée, dans la seule existence politique du mécanisme, dans l'exclusive efficacité des réglementations, de la coercition ?

Or, indubitablement, c'est en Allemagne qu'a été avouée avec le plus de cynisme, notamment chez le Bouddha socialiste, Karl Marx, cette insensibilité bestiale, anachronique aux motifs moraux et, effectivement, c'est là qu'a été parfait le dispositif étatiste. Par exemple, ce qu'on appelle la législation sociale y a été poussée plus loin que partout ailleurs, et un despotisme inflexible a su l'appliquer. Tout ce que notre parlementarisme incohérent a pu tenter en ce sens a échoué.

Pour ceux qui ne relient point notre présent au passé et à l'avenir, le caporalisme prussien, économique et politique, a paru ainsi un modèle d'organisation.

Pacifiste et idiste d'exportation, lauréat du prix Nobel, mais signataire du fameux manifeste bochissime des 93 intellectuels d'État et inventeur des pastilles incendiaires, le savant Ostwald a rendu cet

carnage, — ce qui devait l'intensifier et le prolonger, d'ailleurs, — il faut reconnaître que le ferment lointain en est notre fausse idéologie révolutionnaire.

Évangile de l'égoïsme dissolvant, notre Déclaration des droits de l'individu est la somme des erreurs humaines. Nos superstitions matérialistes les plus dégradantes en émanent.

Car les incessantes revendications des prétendus droits individuels corrodent les assises sociales. Elles délient ce que les siècles avaient noué. Elles dispersent. Les devoirs indiscutés, c'étaient la coopération consentie, la pression morale qui apaise ; les droits, c'est l'explosion incoercible de l'envie haineuse, des appétences antagoniques.

Certes, une société qu'ont édifiée quinze siècles d'efforts disciplinés ne se désagrège pas en un jour. Du verbiage, cela n'a pénétré que lentement l'intelligence ; et de celle-ci, le cœur, plus lentement encore.

Mais il y avait des populations attardées. Nous fûmes leurs mauvais maîtres. Ces intellects frustes allèrent d'un bond jusqu'aux extrémités logiques de ce délire raisonnant. Ce qui n'était chez nous que jeu de conversation, dilettantisme, devint ailleurs une doctrine de néant.

Avant Bismarck, Nietzsche, de Treitschke ou Bernhardi, c'est — plus encore que Hegel — Max Stirner qui fut le sinistre prophète de cet âge de fer, de feu et de sang, en proclamant : « Au-dessus de moi, pour moi, il n'y a rien », ou en suggérant à ceux de sa race maudite de « faire du monde une matière propre à satisfaire notre appétit ».

Hélas ! quand on prétend s'affranchir de la solidarité et de la continuité humaines, quand on s'insurge contre l'espèce, ce n'est point pour magnifier l'être, mais pour tomber dans l'esclavage des choses.

tions légales ou les injonctions arbitraires des désirs de la multitude ce qui ne peut l'être que par les mœurs, les opinions et la connaissance, le bochisme, l'étatisme césarien ou jacobin et le socialisme sont également rétrogrades, destructeurs de toute civilisation.

### VIII. — La mission de la France.

Les mots ne tiennent pas contre les faits. Si, comme on le rabâche trop, cette lutte titanesque était celle du « Droit » contre la « Force », ce serait à désespérer : le réitre vaincrait.

Mais ce drame a une signification plus profonde. Confessons-nous. Nous avons — tous — adoré les fausses idoles égocentriques. Nous nous sommes prosternés, nous nous sommes ravalés devant la Bête d'or. Nous lui avons sacrifié ce qui était la civilisation vraie, la qualité, la santé, la concorde, l'esprit. Notre activité, notre politique, notre éducation et notre conduite n'ont plus relevé que de l'argent, de la législation, de la contrainte. Nous avons transgressé la « loi de pauvreté ». « La pauvreté est la loi de ce monde, a dit Proudhon. Non seulement parce que la production est limitée et que les besoins ne le sont pas, mais parce que, dans l'opulence, tout se corrompt ». Nous nous sommes détournés du bonheur qui se mérite pour happer le fantôme du plaisir qui s'achète. Le prolétaire est devenu cupide et envieux ; la femme, prodigue et vénale ; l'intellectuel, mercenaire ; la bourgeoisie, hébétée et avare ; les peuples, déments, rapaces et méchants.

Là-dessus, nous avons imaginé que les laboratoires, les usines, d'où sortaient le téléphone, la télé-

oracle : « Nous, la race germanique, avons découvert le secret de l'organisation. Les autres peuples vivent encore sous le régime de l'individualisme, tandis que nous sommes sous celui de l'organisation ». Outre-cuidance de barbare, qui ne sait faire qu'un usage barbare des éléments et des outils d'une civilisation millénaire !

Mais cet étatisme n'est qu'une combinaison de rouages et d'engrenages qui s'useront et se détraqueront. Ce n'est pas de l'organisation. Non plus que le socialisme, ce n'est pas de la socialisation. Il n'extirpe pas l'individualisme qui l'a produit, il atrophie l'individualité, fruit précieux de la plus haute socialité.

Contre les empiétements perturbateurs du Moi, pour la discipline, l'ancienne France avait dressé la collectivité spirituelle, souple, vigilante, efficiente. C'était l'opinion éclairée, organisée, dirigée. Elle ne broyait pas les volontés, elle les accordait. Pendant des siècles, la santé sociale a été préservée ainsi. Ce régime assurait le concours nécessaire sans anéantir l'initiative. En forgeant des caractères, il élevait, il affinait l'intelligence.

Il n'a pas épuisé encore toutes ses vertus éducatives. La sagesse naturelle de notre population et l'héroïsme de nos soldats l'attestent. En un demi-siècle, l'étatisme germanique aboutit à la catastrophe, et il faudrait beaucoup moins au socialisme pour déchaîner toutes les furies de la dévastation, du pillage et du meurtre.

Pas de société sans coopération acceptée ou imposée. Mais le progrès réel consiste dans la restriction graduelle du pouvoir de contrainte et, conséquemment, dans l'extension du pouvoir persuasif, modérateur, éducateur.

En se résumant dans la propension à faire régler par la brutalité, les arrangements matériels, les prescrip-

Comme l'Allemagne, casquée et pédante, représente encore, par sa kulture, son administration rigide, son Etat-Major, la barbarie scientifique, le matérialisme, c'est la douce France, auréolée des palmes du martyr, hiératique, régénérée, qui peut et doit être l'âme rayonnante de l'Humanité.

Elle le doit car elle le peut. Ces années d'épouvantement ont révélé le prestige qu'elle avait encore, malgré sa frivolité et tant de divagations. Le miracle de la croisade américaine en est le témoignage. Il semble qu'on ne se batte plus que pour et contre la France. Ce n'est donc pas seulement pour et contre son territoire. C'est pour et contre tout ce que symbolisent ses annales.

Duel d'entités ? Non pas. On ne dupe pas la nature. Ce sont deux réalités qui se mesurent : la barbarie matérielle et la civilisation spirituelle.

Qu'ils en aient plus ou moins conscience, il s'agit, pour les Alliés, de restaurer enfin le primat de la qualité sur la quantité, de la chair sur le fer, de l'organique sur le mécanique, de l'intelligence sur le nombre, de l'esprit sur la chose, de la beauté sur le colossal, de la compréhension sur l'érudition, de l'affection sur l'orgueil, de l'âme sur le ventre...

La fantasmagorie infernale de l'agitation, du faste, de l'or, que nous prenions pour l'effort, le progrès et le but de l'existence, ne peut plus leurrer que des niais ou des brutes. Le voile est arraché. La misère de notre ignorance, de notre sujétion est apparue brutalement.

On cherche la voie, la vie. Dans la détresse universelle, tous les espoirs humains s'orientent vers la France. C'est la désigner pour la mission qu'elle saura accomplir dignement.

graphie sans fil, le radium, l'aéroplane, les sous-marins et les explosifs étaient le progrès. C'est, munie il est vrai d'une technique, d'instruments et d'armes perfectionnés, la plus lointaine sauvagerie qui vient de réapparaître.

Pas d'hypocrisie. Comme l'Allemagne, nous sommes comblés dans cette abdication d'humanité. Aussi âprement qu'elle, nous avons convoité la richesse et la puissance matérielles. Seulement, notre ochloploutocratie jacobine ne valait que pour la piraterie intérieure, la guerre civile; et l'étatisme césarien prussien était un système perfectionné de prédation, de conquête extérieure. Inéluctablement, nous devons subir encore les horreurs de l'invasion.

Il faut savoir ce que nous voulons, ou plutôt ce qu'il nous faut vouloir. Nous proclamons que nous poursuivons la lutte à outrance pour abattre le militarisme prussien. Bien. Mais si c'est pour lui substituer notre parlementarisme alimentaire et notre socialisme d'ignominieuse démagogie, à quoi bon? Le militarisme se reformera bientôt, — en Allemagne, probablement, — et il vaincra nécessairement l'ochloploutocratie confuse, à supposer que celle-ci, dans les dissensions intestines, ne se dévore pas elle-même. L'impuissance à méfaire n'est pas la volonté sincère du bien.

Si nos meilleurs enfants combattent depuis quatre ans avec une glorieuse vaillance, si l'Amérique chevaleresque intervient, si le monde entier et le ciel souhaitent notre victoire, c'est pour que nous osions et puissions affronter l'immense problème de l'ordre. De sa solution dépendent le progrès moral et la paix du monde.

De la France repentante, sanctifiée par l'épreuve, on attend beaucoup, — une lumière, un pouvoir pondérateur, une direction.

temps a consacré. Elle condamnera les divagations qui ne sont nouvelles que pour l'ignorance. Elle n'enseignera pas ce qu'elle ne peut savoir. Elle dédaignera la caisse des éditeurs et des journaux non moins que les niaiseries glorieuses de cénacles. Elle s'opposera à ce qui divise, à ce qui trouble. Elle aimera la discipline, la lucide raison. Elle sera impitoyable pour tous les puffismes. Elle sera intrépidement sincère.

L'intelligence et la connaissance retrouveront ainsi l'autorité qu'elles ont perdue justement. Et ce sera pour servir, non pour dominer. Il n'y a de vrai, de durable, de fécond que ce qui se continue. C'est la cohorte des préjugés qu'il faut charger à fond. C'est de cette grave psychose, la métaphysique révolutionnaire, dont il faut guérir. C'est la masse populaire qu'il faut enseigner, arracher à ses meneurs qui exploitent sa crédulité. C'est l'esprit public qu'il faut refondre.

Belle tâche ! Elle exaltera les jeunes hommes que la tourmente a heureusement arrachés aux études sèches et desséchantes des programmes universitaires pour leur ouvrir le livre lumineux de l'abnégation absolue, de la soumission et de la souffrance.

Certes, la difficulté paraît insurmontable. Mais si nous ne la surmontons pas, c'en serait fait à jamais de tout ce qui vaut la peine d'être vécu.

Nous la surmonterons. Présentement, l'héroïsme seul est suffisant. Seul, il est sage. Seul, il est fécond.

Ayant propagé l'erreur qui dégrade, nous enseignerons dorénavant les vérités qui relèvent, et surtout par l'exemple de notre pensée, de notre conduite et de notre amour.

Cela implique, avec la plus lourde responsabilité, les plus grands devoirs.

Les assumer, ce sera faire pénitence, c'est-à-dire

## IX. — Notre tâche.

Fille aînée de l'Église, chevalière des Croisades, militante de la chimérique Révolution, la patrie de Jeanne d'Arc a toujours enfanté les génies, les héros et les apôtres que les conjonctures appellent. Ses pires aberrations restent généreuses. Elles n'en sont que plus funestes, d'ailleurs, et d'abord pour elle-même.

D'instinct, elle recherche la clarté, l'harmonieux, dans les êtres et les choses. Elle est la mesure et le goût. Trop souvent abusée par la blague et l'éloquence, hélas! elle a la pudeur excessive de ses enthousiasmes, de sa magnanimité, cependant que l'emphase oratoire la grise. Hyperesthésié de sociabilité, notre poilu qui nargue les obus se laissera intimider par la raillerie inepte ou scélérate d'un sot ou d'un traître.

Ce sont les Français Descartes et A. Comte qui ont systématisé le bon sens, et de Maistre, de Bonald, Proudhon, Le Play, Taine, Pierre Laffitte, qui l'ont enseigné.

Tous nos grands penseurs ont projeté l'universel. Ce sont des guides sûrs. Nous les suivrons. Les œuvres nouvelles, malheureusement, ne reflètent que le trouble des âmes. Notre intellectualité s'est de plus en plus viciée à sa source par l'instruction d'État, le mandarinat, le mercantilisme de librairie, le journal, la politiquerie.

Nous avons d'abord à l'assainir en la ramenant à l'humilité et au désintéressement. Ce sera faire surgir une élite qualifiée vraiment, qui sera pure de simonie, d'infatuation, d'imposture et d'arrivisme. Aussi, ne fondera-t-elle pas d'« école nouvelle ». Elle respectera ce que les siècles ont éprouvé. En se gardant des engouements du moment, elle vénérera le génie que le

vitale. D'autant plus que la surabondance des lois, qui souvent se contrecarrent, excite et parfois oblige à les enfreindre, même quand elles sont nécessaires. La corruption du sens social s'aggrave. Le désarroi augmente. Tout périlite. Au lieu de producteurs, on a des fonctionnaires. La régression s'accélère.

Rien de plus aisé que d'inscrire ses désirs sur le papier : autre chose est d'adapter ses habitudes mentales et ses propres commodités aux faits, autre chose encore de réaliser.

Les réformateurs pullulent. Celui-ci rapporte tout à la houille, à l'industrialisation ; celui-là au crédit, au procédé électoral, à l'impôt ; cet autre, au costume, à l'alcool, ou au logement. Les projets de Constitutions nous submergent. Ce sont des contes de fées pour électeurs.

Sachons-le bien, quand même les vivants seraient unanimes pour acclamer le « programme » d'une Salente mirifique, il n'y aurait rien de plus que ce que notre intelligence, notre dévouement et notre discipline obtiendront sans décrets.

Parce qu'ils sont des ingénieurs, des chefs d'industrie, des négociants, des financiers, des fonctionnaires ou des publicistes que l'époque n'a pas servis, trop de gens s'improvisent hommes d'État et sociologues.

Leur insuffisance se marque par le dédain vaniteux de toute doctrine, qu'ils ne sauraient discerner, au reste, de la plus creuse rhétorique. C'est soutenir que l'action ne doit pas être pensée, ni préparée. Dénonçons là une des plus dangereuses superstitions matérialistes.

Sans doute, il serait fâcheux que le théoricien qui généralise, qui est, pour ainsi dire, inactuel, se substituât au praticien qui spécialise ; mais encore convient-il que celui-ci applique une méthode et que son

— 28 —

suivant l'expression de Bossuet, éprouver « une sainte indignation contre soi-même ». Ce sera donc se reprendre, abjurer les superstitions matérialistes, s'émanciper des basses tyrannies, revenir au positif, à la soumission pacifiante, à la modestie, au bonheur du foyer, aux vérités vivifiantes.

Nous avons d'abord à bannir de nous-mêmes l'avarice, — entendons, au sens biblique, la passion avilissante de l'argent, — l'ostentation, le goût de domination, l'envie, la haine, tout ce qui nous jette les uns contre les autres, nous aigrit, nous abêtit, tous les bourgeons délétères de l'égoïsme. Nous avons à apprendre la modération, le dévouement, la discipline, tout ce qui élève l'être, tout ce qui fait le charme de la société en développant la sécurité, le calme, la confiance, la bienveillance réciproque.

Et ce ne sera pas prêcher, mais réaliser, — dans nos actions, dans nos opinions, dans nos institutions.

## **X. — Penser pour agir : Les réformes futiles.**

Hélas ! cette guerre de matériel ferait craindre plutôt un fléchissement de l'esprit. D'anciens procédés de coercition et de prohibition ont dû être employés. Avec un État décérébré, il a fallu tout réglementer. On a imposé, taxé, rationné, réquisitionné à outrance. C'est trop facile. Et le jacobinisme nous a portés à suivre cette pente.

Après qu'on a ruiné les institutions qui animaient la société, sous prétexte d'en abroger les abus, il a fallu suppléer aux fonctions qu'elles remplissaient. On légifère. Les textes remplacent la spontanéité

Ils nous citent, avec beaucoup de chiffres, l'épanouissement de la marine et du négoce britanniques, de l'industrie et de la finance américaines, voire de la banque et de la fabrication germaniques. Eh bien ! même si nous y concentrons toute notre volonté, nous ne pourrions les concurrencer avec succès. Notre prépondérance est ailleurs. Elle est plus haute, plus profondément réelle.

En nous laissant obséder par l'unique souci de richesse et de puissance matérielle, nous aurions des mécomptes. Et nous n'en serions pas plus heureux. Loin de là.

Dans l'Humanité, chaque peuple doit avoir sa fonction prédominante. En préparer la répartition, c'est organiser effectivement la Société des nations. Car c'est de la division du travail social que naît la solidarité. Tout organisme suppose une hiérarchie des fonctions. L'égalisation, sous tous les noms et sous toutes les formes, est un émiettement. La confusion provoque les malentendus. La concurrence est déjà de la guerre, et tout aussi onéreuse et cruelle que l'autre, et sans grandeur. Et puis, fatalement, elle y aboutit. Parce qu'on ambitionne la même prééminence industrielle ou commerciale, on ne livre plus bataille pour conquérir des territoires, mais pour s'assurer des avantages économiques. Le mobile seul est modifié, et non pour s'élever.

Sans nous attarder à l'utopie, si nous voulons la paix possible, si nous voulons conserver l'Entente avec tous nos alliés qui la garantit, nous, Français, nous ne disputerons pas aux États-Unis l'empire du fer, non plus qu'à l'Angleterre celui de la mer. En retour, leur force aidera notre esprit à prévaloir.

Les sceptiques, qui sont des nigauds, et les soi-disant « réalistes », qui sont des visionnaires de l'ignoble, souriront. Toute intelligence de la vie, tout

action soit convergente. Il y faut une doctrine, — une doctrine qui éclaire et qui coordonne.

Après le culte de l'incompétence, voici que nous inaugurons celui de la compétence particulière, — non moins saugrenu.

Autre préjugé, autre confusion.

Le général aussi est une spécialité qui exige de la compétence. Il faut s'y adonner. On peut être un habile manufacturier et un médiocre politique, un commerçant avisé et un piteux philosophe. Il y a même des chances pour qu'étant cela, on soit ceci.

C'est ainsi que des novateurs imprudents préconisent la Société des nations qu'ils entrevoient, suivant leur profession, comme un consortium d'hommes d'affaires ou un congrès permanent d'avocats.

Il y a une fausse idéologie. Mais ce sont les idées qui mènent l'Humanité. Le but est un idéal vivant. La technique n'est qu'un moyen. L'industrialisme effréné, qui se prend pour une fin, n'est qu'une hallucination de notre misère d'âme.

Évidemment, il nous faut être d'abord. Nous avons à nous maintenir, et dans les conditions qu'imposent la métaphysique révolutionnaire et les superstitions matérialistes consécutives. Elles ne font pas de notre globe terraqué une maison de sagesse ni une bergerie.

Nous avons donc à nous conforter dans notre commerce et notre industrie. Mais le goût du lucre n'a pas à être exalté. Une politique judicieuse saura tirer parti d'une activité économique normale. D'être sage, nous ne serons pas moins forts. Au contraire.

Ceux qui se targuent de réalisme, parce qu'ils ne voient de réalité que dans l'argent, nous exhortent à une suractivité industrielle, commerciale et financière dont ils ne sauraient définir le sens et le but humains.

ports sociaux deviendraient impossibles. Ce serait, — avec beaucoup d'ustensiles ingénieux et d'argent — la famine, les affres de la panique, finalement la banqueroute de la civilisation dans les convulsions d'une farouche jacquerie mondiale.

Méfions-nous donc des vues trop simplistes.

Rien de moins progressiste et de moins positif que l'entrecuidance téméraire des innombrables réformateurs ainsi que des professeurs d'énergie qui viennent de découvrir l'Amérique. Ils auraient besoin de reconnaître la France, c'est-à-dire son milieu géographique, sa filiation, sa psychologie et sa sociologie.

## XI. — La France directrice.

L'effroyable hécatombe a réduit notre meilleure main-d'œuvre. Notre faible natalité — que ne relèveront pas les prédications et les primes — ne nous permet pas l'expansion. Notre écrasante dette publique, nos mines dévastées, notre pénurie de houille, tout nous infériorisera dans la production industrielle.

Mais nous sommes surtout un peuple d'agriculteurs. Nous cultivons la terre et l'homme. Notre sol est des plus riches; notre pensée, générale et généreuse. Notre destin est tracé depuis toujours. Nous ne nous accomplissons, nous ne nous affirmons dans la joie qu'en le suivant. Notre fonction est là.

Or, présentement, c'est la plus importante. L'Humanité est menacée de famine, elle est désemparée.

Labourer, guider, ces deux activités se complètent l'une par l'autre, elles s'impliquent. Pour exercer la régence morale de l'Humanité, l'indépendance est indispensable. L'agriculture seule peut l'assurer économiquement. Mais, politiquement, elle nous laisse à

effort de s'élever leur paraît au-dessus des possibilités humaines.

Eh bien ! si leurs conseils l'emportaient de nouveau, si tant de sang et de larmes avaient coulé en vain, sachons, à tout le moins, ce qu'il adviendrait, même victorieux.

Un vote et un décret de la fabuleuse amphictyonie des nations n'y changeront rien : ce ne serait qu'un armistice de prostration.

Les forces matérielles ne s'équilibrent jamais qu'un instant. Toujours, les unes tendent à absorber les autres. Elles s'entre-heurtent, aucune ne règle. L'industrialisation universalisée, c'est la compétition universelle. C'est la guerre à bref délai. Ou pire.

Car, pour fabriquer, il faut vendre, il faut manger. En se réservant les matières premières et les débouchés, il faut obtenir l'importation de blé. Comment, si tous ont la même hantise de l'or ? Nous ne le savons que trop.

Pour subjuguier et se défendre, il faut armer. Pour stimuler la production métallurgique ou chimique, il faut armer. Pour assouvir la finance, il faut armer. Et l'armement ne vaut que s'il se surpasse.

Toute cette poudre accumulée tarderait-elle à déflager ? — Les usines se multiplieraient. Les campagnes seraient désertées. La polimanie sévirait toujours plus. Les céréales se raréfieraient, cependant que les automobiles se populariseraient. Les salaires atteindraient des taux fantastiques, la moralité baisserait d'autant.

Les besoins de luxe s'exagéreraient dans le prolétariat, le faste imbécile s'étalerait dans la bourgeoisie. Certes, on n'en serait ni plus heureux ni plus dignes. Les haines de classes s'aggraveraient. La politiquerie en jouerait de plus en plus. Il n'y aurait plus ni confiance, ni conscience, ni sécurité. Bientôt, les rap-

sante, rien de stable, rien de continu, pas de sécurité. Le paupérisme sans dignité en face, hargneusement, de l'extrême opulence sans devoir. Cette anarchie intégrale nous a conduits au bord du gouffre.

Pour ne pas nous laisser glisser au fond, il faut, résolument, dès maintenant, nous arracher au vertige universel et retrouver notre voie pour y entraîner le monde enfin désenvoûté et affranchi des fausses idoles.

## **XII. — La reconstitution sociale positive.**

Ce sera renoncer, et définitivement, nos plus chères erreurs, en liquidant les partis qui les exploitent.

Le vocabulaire des partis n'a pas de signification positive. Il n'y a qu'une volonté sociale : c'est l'ordre. Il n'y a qu'une aspiration : c'est le progrès. Et il n'y a de liberté, de prospérité, de concorde, de progrès que dans l'ordre. S'il a fallu, parfois, le despotisme pour le maintenir, ce ne fut que pour un temps ; car l'ordre est éducateur. L'anarchie, au contraire, est tyrannique avec frénésie, de plus en plus, et jusqu'à la subversion totale de toute socialité.

Auguste Comte, l'immortel fondateur de la sociologie, a déterminé les conditions statiques et cinématiques des États. Il n'y a qu'à s'y reporter.

La politique ne doit plus être de l'éloquence et de la brigue, mais un art guidé par une science, la sociologie ; l'administration et le gouvernement, une curée ou un « droit » pour tous d'y participer, mais une fonction et un devoir pour qui en assume la charge. Science des plus ardues, art des plus difficiles, et qui ne seront jamais accessibles qu'à ceux qui, avant la vocation, s'y sont préparés laborieusement.

la merci des races de proie. Croître ou disparaître est la loi implacable de tout ce qui vit. Il nous faut donc, au plus tôt, associer à notre armée, à notre État, — aussi énergiques, aussi bien ordonnés que possible, — une force d'autre nature que celle du nombre, de l'or et de l'acier, et qui les puisse subordonner. C'est celle de l'opinion de l'Humanité, de mieux en mieux organisée et dirigée par nous. Accomplir notre mission, c'est donc défendre notre propre existence.

En nous consacrant principalement à la production qui reste la plus utile, nous justifierons que nous ne prétendons à aucune suprématie matérielle, que nous ne convoitons rien des factices richesses que les autres nations se disputent si âprement. Nous augmenterons encore le prestige que nos soldats nous ont acquis.

Mais nous ne participerons à la constitution de l'Humanité que dans la mesure où nous restaurerons la société française; nous ne préparerons la paix universelle et perpétuelle qu'en assurant chez nous, d'abord, la paix civile durable.

D'ailleurs, le sain labeur des champs ne sera pas sans nous améliorer. Il nous rendra à la vie normale, dans la famille, au foyer fixe.

La malfaisance de notre Code civil, catalogue des « droits de l'homme » et formulaire de tout l'égoïsme métaphysique qui nous a dissous et dépravés, ne laissera pas, dès lors, d'apparaître aux moins clairvoyants.

Démembrement de la propriété par le partage obligatoire, démoralisation de la famille par le divorce. Une centralisation administrative qui supprime toute indépendance familiale, régionale, professionnelle ou spirituelle et, par carence d'exécutif, de pouvoir central réel, aucune coopération. Tout individualisé, nomade, tout en viager, tout en liquidation inces-

Voilà, en bref, les grandes lignes de ce qui peut et de ce qui ne peut plus être.

Ce régime positif pourra être appelé une *monocratie*, puisqu'il n'y a de gouvernement que par la concentration, l'unité de commandement, la continuité et l'indépendance ; ou une *démocratie* vivante, puisqu'il suppose la réaction organisée de tous sur chacun, puisque seuls le dévouement et la compétence fixeront pour chaque citoyen sa part d'influence constante et effective ; ou une *démophilie*, puisqu'il conspire le bien-être de la masse ; ou encore une *démopédie*, puisqu'il ne vise à se perfectionner que par l'éducation générale et que le critère de toute institution positive est son influence spirituelle, et donc sa valeur éducative.

Englobant tous ces aspects, ne subordonnant pas l'idée au mot, non plus que l'homme aux choses et le but aux moyens, plus exactement encore, en se généralisant, ce régime régénérateur pourra se dire une *positivité*. Car *positif*, contraire de *négatif*, signifie à la fois : réel, utile, certain, précis, organique, relatif et sympathique.

### XIII. — La France universelle.

Après l'inférial cauchemar qui nous étreint encore, le rôle éminent de la France sera, en élaborant et organisant la positivité œcuménique, d'être l'institutrice de l'Humanité.

Aujourd'hui, plus que de machines, d'engins, d'or, et même de coton et de blé, les hommes, recrues d'agitations, de divagations, de haines et d'horreurs, sont avides d'un idéal régulateur, directeur et pacifiant. Que ce soit celui qui décline ou celui qui lève, il n'y a pas à innover, mais à retrouver, à ordonner,

Le suffrage universel donc est une mystification aussi oppressive qu'anarchique.

Les désirs ne sont pas des opinions. Les désirs du plus grand nombre, même formulés dans les lois, ne modifient en rien le cours naturel des phénomènes sociaux.

La représentation des intérêts particuliers — aussi parfaite qu'on la suppose — ne peut constituer l'organe essentiel de l'intérêt public : un gouvernement.

Une direction quelconque ne saurait procéder de plusieurs chefs, encore moins d'une assemblée délibérante. La décision provient toujours d'une tête.

L'origine et la distribution des pouvoirs sociaux importent bien moins que de régler ces pouvoirs et d'assurer leur utile exercice.

Les questions de personnes sont négligeables. Il n'y a pas de parfait fonctionnaire. Il n'y a que des institutions qui favorisent le pire en l'empirant ou qui sont propices au meilleur en l'améliorant.

La propriété est une fonction sociale. L'argent est un instrument conventionnel qui facilite l'échange, la concentration des capitaux, la gestion responsable, l'épargne sociale, — non le demiurge omnipotent, dispensateur de richesses, de bonheurs, qui tient lieu de santé, de savoir, d'intelligence, d'honneur et d'affection. Il n'y a, en affirmant son caractère relatif, qu'à maintenir le régime de possession individuelle qui permet le meilleur fonctionnement (1).

---

(1) Pas d'institution humaine qui n'ait ses imperfections. La propriété ne se justifierait-elle que par l'indispensable indépendance intellectuelle d'un Descartes, d'un Lavoisier, d'un Comte, d'un Pasteur que cela seul compenserait tous ses abus, supposés ou réels. Le génie et la sainteté sont toujours contre l'ensemble des préjugés ou des molles habitudes de la masse. Les subordonner au nombre, ce serait décapiter l'Humanité.

Les publications du *Groupe Auguste Comte* seront envoyées gratuitement aux hôpitaux et œuvres militaires, aux bibliothèques des bourses du travail, des syndicats, des coopératives, des universités populaires, etc.; enfin, aux soldats du front qui nous les demanderont directement.

On s'associera à notre effort en s'abonnant ou en aidant à la diffusion de nos brochures.

Le prix d'abonnement à la série de six brochures, dont chacune n'aura pas moins de 40 pages, est fixé à 4 francs.

Nous enverrons dix exemplaires pour 5 francs; vingt-cinq pour 10 francs; cinquante pour 20 francs; cent pour 35 francs; mille pour 300 francs.

---

*A paraître :*

## II. -- LA CULTURE SOCIALE DE LA RACE

par GEORGES DEHERME.

---

Les trois appels « Aux civils », publiés en 1916 et 1917, par M. G. Deherme en vue de la formation d'une Ligue de l'ordre social et de la création d'un grand journal d'informations, indépendant de l'argent et des partis : 1° *Le Devoir de servir et de militer*; 2° *La Coalition des forces vives du pays*; 3° *Circulaire confidentielle*, sont complètement épuisés.

Il en est de même de l'ouvrage *La Démocratie vivante* (1908).

à ranimer. C'est la tâche la plus pressante de l'élite morale que notre victoire va faire surgir.

Appelons les prolétaires à cette coopération sacrée. Ils ne suivent les démagogues qu'à cause de notre abandon et par désespérance. Leurs méprises sont de nos fautes. S'il est un « droit », c'est celui qu'ils ont d'être dirigés, c'est-à-dire conseillés, avertis, protégés, organisés, — incorporés enfin à la société.

Plus encore, le concours féminin est indispensable. Quand elle ne sera plus bestialisée par l'orgueil, dégradée par l'usine, avilie par la promiscuité de la rue, la femme reprendra, dans la famille restaurée, son sceptre de grâce : ménagère, éducatrice, conseillère, inspiratrice, consolatrice, arbitre de la conduite, régente des mœurs.

Quant à vous, ô peuples, belligérants et neutres, nos frères de douleur et d'espérance ! que votre force s'applique surtout à défendre l'esprit tutélaire, qui avertit, qui anime. Elle n'a pas d'autre raison humaine d'être. En acceptant de remplir la glorieuse mais périlleuse mission d'unification et de pacification que vous attendez d'elle, ce n'est pas à des chiffons de papier, mais à votre honneur que la France se confie :

Des lois que nous suivons, la première est l'honneur.

Bientôt, vous aussi, vous serez las de votre clinquant, de votre luxe hideux, de vos plaisirs lugubres, de votre sujétion aux fétiches métalliques, de l'impérialisme de la pacotille. Alors, dans vos ténèbres, en cherchant l'étoile lumineuse qui guide vers la sagesse, l'harmonie, le bonheur, l'unité, vous trouverez, crucifiée dans ses meilleurs enfants, la France rédemptrice, et son altruisme munificent, et sa pensée pacifiante, — la France universelle, phare encore vacillant du monde, institutrice de l'Humanité.

IMPRIMERIE A. TOURNON  
257, RUE SAINT-HONORÉ  
:: :: :: PARIS :: :: ::